

CINQUANTE NUANCES D'ÉCOLOGIE

Entre écologie politique, écologie sociale, écologie décoloniale, écoféminisme, écologie pirate, écologie culturelle (et j'en oublie certainement), il y a de quoi se perdre. Quelles sont les nuances de ces différents courants ? Quand et pourquoi sont-ils apparus ? Ces différentes approches sont-elles complémentaires ? Et rejoignent-elles la vision de l'écologie populaire que nous souhaiterions voir se développer ?



L'écologie est un concept qui apparaît en 1866 sous la plume d'Ernst Haeckel, biologiste adepte de la théorie de l'évolution de Darwin. L'écologie désigne alors l'étude des relations des êtres vivants avec leur milieu. Depuis lors, le terme écologie s'est étendu à des domaines divers et les adjectifs qui y ont été accolés lui donnent une série de nuances, valeurs et principes.

L'écologie politique

Si l'écologie s'affirme réellement politique dans les années 70, (période où naissent plusieurs partis politiques écologistes, comme le parti People en Grande-Bretagne, et où apparaît l'ONG Les Amis de la terre aux USA), des personnalités du mouvement anarchiste du 19^{ème} siècle incarnaient déjà une pensée écologique fondée sur une vision politique et économique. Ce fut le cas par exemple de Henry

David Thoreau dont l'œuvre majeure, *Walden ou la vie dans les bois*, est une réflexion sur l'économie, la nature et la vie simple menée à l'écart de la société.

Le mouvement de mai 68, les chocs pétroliers des années 70 et la publication du rapport Meadows¹ ont très certainement participé à l'avènement de l'écologie politique. Sa spécificité réside dans la volonté de remettre le citoyen au centre du débat politique et dans une remise en question de la notion de croissance. Elle vise une transformation du modèle économique et social suite à une prise de conscience de l'empreinte polluante de l'être humain sur l'environnement et des limites de l'anthropocentrisme.

Dans cette approche, l'attention est focalisée sur les impacts de l'activité humaine sur l'environ-

nement sans forcément s'attaquer de front aux inégalités. Mais c'est bien de l'écologie politique que naissent par la suite les autres courants de pensée liant écologie et questions sociétales.

L'écologie sociale²

Depuis le développement de l'écologie politique, l'écologie a dépassé les simples préoccupations environnementalistes. C'est sans doute Murray Bookchin (1921-2006), anticapitaliste et libertaire, qui a le plus contribué à construire une nouvelle façon de penser l'écologie en cessant de se focaliser uniquement sur les aspects environnementaux.

D'après Murray Bookchin, le rapport des sociétés modernes à la nature reflète les rapports de pouvoir et de domination qui structurent ces sociétés. L'écologie sociale part du constat que l'évolution de l'Homme (homo sapiens) a provoqué une rupture entre l'humanité et la nature, entraînant la formation de hiérarchies, de classes, de dominations. Pour harmoniser les rapports humains et les rapports entre l'homme et la nature, il faudra dès lors éradiquer toute forme de domination (classe sociale, domination économique...). L'écologie passera donc par un changement social profond, le capitalisme devant être remplacé par un humanisme écologique qui incarne une nouvelle conception de la science et de la technologie.

Pour y arriver, Bookchin développe le concept de « municipalisme libertaire », c'est-à-dire l'idée que la commune constitue une cellule de base capable d'initier une transformation sociale radicale. Ses idées ont notamment inspiré le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). En janvier 2014, les cantons libérés du Rojava (Kurdistan syrien) se fédèrent en communes autonomes qui s'appuient sur la démocratie directe pour la gestion égalitaire des ressources. Le concept de municipalisme a aussi inspiré les conseils de quartier des communes de Barcelone et de Madrid.

La dénonciation de toute forme de domination rejoint l'idée que l'écologie ne peut renforcer les inégalités et qu'elle doit même viser à les réduire. La notion de municipalisme libertaire peut se lire comme un souci d'ancrage territorial, et de proximité avec les populations.

A côté de ces deux courants importants, qui ont mis les enjeux écologiques sous le feu des projecteurs, s'est développée une série d'autres approches plus minoritaires, plus marginales et plus radicales aussi parfois...

L'écoféminisme

L'écoféminisme interroge le lien entre le genre et l'écologie et part du constat que la domination des femmes et la domination de la nature procèdent d'une même cause historique, à savoir le patriarcat. C'est le point de départ et la définition de Françoise d'Eaubonne³ qui a théorisé les fondements de l'écoféminisme en France à partir des années 60. Depuis, le concept a fortement évolué et, d'après Jeanne Burgart Goutal⁴ qui a longuement étudié différents collectifs écoféministes, l'écoféminisme est un *joyeux bordel* dont il est difficile de cerner les contours. *Ce n'est pas une doctrine précise ni un mouvement de pensée unifié. C'est plutôt une galaxie, une nébuleuse d'une immense diversité. Ce qui fait sa richesse et le maintient en perpétuelle évolution*⁵.

Dans les années 80, les féministes ont voulu articuler domination des femmes et domination de la nature avec d'autres formes de domination. Greta Gaard, écoféministe américaine, précise alors que *l'écoféminisme c'est repenser le féminisme pour arriver à abolir toutes les formes d'oppression*. L'écoféminisme d'aujourd'hui évolue donc vers la notion de convergence des luttes qu'elle considère comme foncièrement reliées par les dominations multiples (de race, de genre, de classe, internationales...).

Le positionnement politique de l'écoféminisme est parfois extrêmement radical et révolutionnaire. En ce qui concerne l'emploi par exemple, il n'est pas rare d'entendre dire « *On ne veut pas l'égalité salariale, on veut l'abolition du salariat*. » Ce mouvement porte l'idée de « non-pouvoir », de rejet du pouvoir des hommes pour reconstruire les rapports politiques institutionnels mais aussi les rapports personnels au sein des écoles, des entreprises, des familles, *en passant de la pyramide au cercle*.

L'écologie décoloniale

Mis en avant il y a quelques années à peine par Malcolm Ferdinand⁶, ce courant étudie les interactions entre l'histoire coloniale et les problématiques environnementales. L'auteur part de ses observations sur les effets du chlorodécone, un insecticide utilisé dans les plantations de bananes par les ouvriers agricoles sans protection, sur la population de Martinique et de Guadeloupe.

Dans son livre *Une écologie décoloniale*⁷, il attire l'attention sur le fait que la pensée écologiste s'est construite en occultant les rapports de domination imposés par la colonisation, l'extractivisme,



la surexploitation des ressources naturelles des pays du Sud par les pays du Nord pour pallier le manque de matières premières de ceux-ci (monocultures, déforestation, extraction de minerais, expropriation des natifs de leur terre, exposition aux pesticides...).

Ses idées rejoignent les travaux d'Arturo Escobar, anthropologue colombien qui montre à quel point les modes de vie où l'humain établit un rapport avec la nature ont été dépréciés par les scientifiques occidentaux.

L'écologie décoloniale met aussi en avant le racisme environnemental, le fait que les lieux les plus pollués sont habités par des personnes non blanches ou issues de l'immigration. Elle critique la pensée écologique occidentale libérale qui vise à encourager les petits gestes individuels pour répondre aux enjeux environnementaux.

L'écologie populaire « pirate »⁸

Si aujourd'hui il y a accord sur l'urgence à se mobiliser, il y a aussi urgence à élargir le front écologiste. C'est l'analyse que fait Fatima Ouassak, politologue française qui a récemment popularisé et médiatisé la notion d'écologie populaire, qu'elle nomme « écologie pirate ».

Fatima Ouassak défend une vision de l'écologie populaire qui vise à décroquer l'écologie qui reste aujourd'hui trop souvent aux mains des classes supérieures et blanches. Elle part du constat que ceux qui paient la facture écologique dans nos pays sont bien les quartiers pauvres. Pour toucher les classes populaires, elle met en avant deux éléments fondamentaux : la terre et la liberté.

Les quartiers populaires sont dépossédés de la terre par la bétonisation. Fatima Ouassak rejoint la pensée de l'écologie décoloniale en l'étendant au territoire des quartiers populaires des banlieues des grandes villes françaises où vit une population issue de l'immigration postcoloniale. La terre est, selon elle, confisquée physiquement et symboliquement à ces populations. C'est la même politique qui a maltraité la terre des colonies et qui continue à maltraiter la terre des quartiers populaires. La liberté est également indispensable : liberté de souffler, de respirer, mais aussi liberté de circuler pour tous, notamment pour se mettre à l'abri en temps de catastrophe climatique. Fatima Ouassak rappelle que les entraves à la circulation participent au système capitaliste et colonial développé entre l'Europe et l'Afrique.

Les arguments mis en avant par Fatima Ouassak ainsi que sa volonté de partir de ce que les habitant-e-s des banlieues veulent expérimenter et mettre en place nous renvoient à une notion de l'écologie populaire ancrée dans les réalités actuelles et sensible aux valeurs portées par les milieux populaires.

L'écologie culturelle⁹

Dans une tribune au journal « Le Monde » datée du 30 septembre 2022, un collectif de militants, d'intellectuels et d'artistes lance un appel à créer une culture écologique qui se diffuserait à l'ensemble de la société grâce à l'éducation et à l'art. *L'écologie culturelle a une ambition : être un antidote à l'anxiété, à la solitude, à la colère et à l'impuissance.* Elle fait le constat que l'écologie divise plus qu'elle ne relie (sur les types de mesures à prendre, sur la temporalité, sur la radicalité à adopter...). L'engagement pour une écologie reste compliqué, sans doute parce que le discours écologique est souvent culpabilisateur et appelle à la responsabilité individuelle. Il faut dépasser cette tendance pour essayer de toucher chacun dans ses tripes et redécouvrir les bénéfices du collectif. A travers un sursaut culturel large qui mette en avant les valeurs de coopération, de création, de solidarité.

L'écologie culturelle propose par exemple la mise en place de tiers lieux ouverts à tous pour créer, tester, fabriquer, exposer, se parler, organiser des événements. Ces tiers lieux sont gérés collectivement et démocratiquement. Ils développent des projets solidaires et durables dans lesquels on retisse du lien, on pense et on imagine l'avenir ensemble en lui donnant du sens. La Tricoterie de Bruxelles en est un bel exemple. Installée dans une ancienne usine, ce

lieu se définit comme une fabrique de liens qui va à l'encontre de la logique individualiste et ultralibérale.

Cette réflexion rejoint et complète en quelque sorte notre questionnement sur le lien entre l'art et l'éducation permanente, l'art comme levier de pensée, de réflexion pour bousculer les idées et remettre en question notre modèle de société consumériste et destructeur du vivant.

Écologie sociale, écoféminisme, écologie décoloniale et écologie populaire ont en commun une remise en question complète du système productiviste capitaliste, une remise en question des rapports de hiérarchie et de domination entre les êtres humains ainsi qu'entre les êtres humains et la nature qui menacent la vie sur terre. Elles montrent toutes l'urgence de travailler à une nouvelle culture.

L'écologie n'est pas l'apanage des plus aisés et différents courants écologistes tendent à le démontrer depuis plusieurs décennies. *Fin du monde, fin du mois, même combat !* Combat qui sera collectif, juste, ancré dans nos territoires, associé aux milieux populaires et joyeux parce que rendu souhaitable et poétique !

Françoise Caudron

1. *Les Limites à la croissance (dans un monde fini) (The Limits to Growth)*, connu sous le nom de *Rapport du club de Rome*, ou encore de *Rapport Meadows*, est publié en 1972. C'est une des références des débats et critiques qui portent sur les liens entre conséquences écologiques de la croissance économique, limitation des ressources et croissance démographique.

2. BOOKCHIN M., *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, Atelier de création littéraire, 2012.

3. Françoise d'Eaubonne (1920-2005) est philosophe française, militante féministe

4. BURGART GOUTAL J., *Etre écoféministe, théories et pratiques*, L'échappée, 2020.

5. Émission *La terre au carré : L'écoféminisme*, Radio France Inter, lundi 22 novembre 2021.

6. Malcolm Ferdinand est ingénieur en environnement, docteur en science politique et chercheur au CNRS.

7. FERDINAND M., *Une écologie décoloniale*, Seuil, 2019.

8. Émissions *Planète Bleu, le mag* et *Planète Bleu s'engage*, radio France bleu, 19 mars 2023.

9. SCHEYDER P., GILBERT P. et ESCACH N., *Manifeste pour une écologie culturelle*, Ed. Le Pommier, 2022.

Mobilisations écologiques et pratique de la conflictualité dans le monde

Sans la nommer comme telle, les milieux populaires et les populations appauvries pratiquent l'écologie dans le monde. Par une consommation raisonnable sans doute, mais aussi par des mobilisations et des luttes pour préserver, rétablir et améliorer leurs conditions d'existence et leurs lieux de vie. Les pays les plus pauvres sont les plus touchés par des pratiques destructrices de l'environnement (pillage des ressources, déforestation, agriculture intensive et utilisation de pesticides, déchets...) et ce sont les populations les plus vulnérables qui, partout dans le monde, sont les plus exposées aux pollutions de tous types (territoires toxiques, quartiers situés près des autoroutes, pollution de l'air et des sols). Ce sont également elles les premières victimes des conséquences du réchauffement (inondations, montée des eaux, sécheresses...).

En 2002, le sociologue Joan Martinez Alier analysait, dans son ouvrage « L'écologisme des pauvres »¹, les enjeux environnementaux au regard des rapports sociaux (et coloniaux). Il y relatait des mobilisations et conflits ayant lieu aux quatre coins de la planète autour de l'extraction du pétrole, de l'installation de gazoducs, de l'exploitation de plantations, de l'édification de barrages, de l'accaparement des terres par des multinationales... Vingt ans plus tard et dans la même lignée, une carte mondiale en ligne recense près de 4000 cas de mobilisations collectives et de conflits de justice environnementale dans le monde, portés par une grande diversité de militant·e·s².

Un ouvrage collectif paru sous le titre « Mobilisations écologiques »³ démontre une politisation et une conflictualité de plus en plus grande des mobilisations écologiques ainsi qu'un lien plus établi avec les enjeux sociaux et une dénonciation plus forte des inégalités environnementales. Ces mobilisations sont parfois directement portées par des milieux populaires, comme ce fut le cas du mouvement des *Gilets Jaunes* qui a contribué à mettre en évidence l'inégalité des sacrifices demandés en termes de contribution à l'effort écologique. Mais ces mobilisations sont aussi parfois initiées par des classes expertes et favorisées qui veillent à une représentativité des classes dominées en leur sein. En France, on trouve des alliances entre *Alternatiba* et le *Collectif Adama* qui, sous le slogan « on veut respirer », lient lutte contre la pollution et combat contre les violences policières.

Les auteurs attirent toutefois l'attention sur le risque de reproduction des rapports de domination au sein même des collectifs dans lesquels ce sont souvent les plus expert·e·s des militant·e·s qui donnent le pas et où le décalage entre les cultures militantes et les profils sociaux très variés est parfois source de tension. Autre risque, celui de voir les milieux populaires lutter très concrètement pour l'amélioration de leur cadre de vie (la dépollution d'un quartier par exemple) mais de se voir ensuite confisquer, par des mécanismes de gentrification, leur lutte et leur territoire au profit d'une population plus aisée.



1. MARTINEZ ALIER J., *L'écologisme des pauvres*, Les Petits Matins, 2014.

2. <https://lejatlas.org/?translate=fr>

3. COMBY J.B. et DUBUISSON-QUELLIER S., *Mobilisations écologiques*, PUF, 2023.